QUOTIDIEN : UN FRANC
56e ANNÉE — N° 77

VENDREDI 17 MARS 1944

LE RÉVEIL DU NORD

186, rue de Paris, Lille. — Téléphones 471.56 471.57, 471.58.

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

42, boul. Haussmann, PARIS (9e).

Les forces allemandes repoussent un assaut des troupes alliées contre la ville de Cassino

Des objectifs du secteur de Londres ont été bombardés par des avions de combat allemands

QUATRE VEDETTES RAPIDES BRITANNIQUES ONT ÉTÉ COULÉES DANS LA MANCHE PAR LES FORCES DE PROTECTION DU REICH

Quartier général du Fuehrer, 16. — Le Haut Commandement allemand des forces armées allemandes communique :

Des deux côtés de l'Ingul et à l'ouest de Kirovograd, nos mouvements de décrochage se développent systématiquement ; en de durs combats offensifs et défensifs livrés contre des troupes ennemies qui exercent une forte pression.

Sur le Boug moyen de l'Ukraine et au sud de Staro-Konstantinoff, des groupes de combat assaillants bolcheviques ont été repoussés ou contenus. Par des contre-attaques, nos troupes ont réussi à défaire et à décimer d'assez puissantes forces ennemies à l'est de Tarnopol.

Au nord de Dubno, l'ennemi est passé à l'attaque avec plusieurs divisions de tirailleurs et des formations blindées. Il a été repoussé. Quelques infiltrations locales ont été verrouillées et 28 tanks ennemis détruits.

Sur le restant du front, les Soviets ont poursuivi leurs vaines attaques appuyées par des chars et des avions de bataille seulement au nord-ouest de Nevel et sur le front de Narva.

Au sud-ouest de Narva, plusieurs de nos contre-attaques ont gagné du terrain.

Lors des combats qui se sont développés au nord-ouest de Nevel, la 329e division d'infanterie rhéno-westphalienne placée sous le commandement du lieutenant-général Mayer s'est particulièrement distinguée.

Dans le secteur de la tête de pont de Nettune, l'ennemi a exécuté plusieurs attaques locales dont certaines ont été repoussées en contre-attaques. L'artillerie à longue portée a ouvert le feu avec une efficacité observée sur des concentrations de navires ennemis dans la zone maritime d'Anzio-Nettune. Sur le front sud, après des bombardements particulièrement intenses, l'ennemi appuyé par de puissantes forces d'artillerie et de chars s'est lancé à l'assaut de la localité de Cassino. Les attaques se sont effondrées devant la résistance héroïque du troisième régiment de parachutistes commandé par le colonel Heilmann et ont finalement été repoussées par le 71e régiment de batteries à salves, placée sous le commandement du lieutenant-colonel Andrae.

Au-dessus du secteur de Cassino, la chasse et la D.C.A. ont abattu six appareils ennemis.

La 15 mars aux heures de midi, une formation de bombardiers nord-américains escortés de puissantes forces de chasse a survolé la région de Brunswick et a jeté, par temps nuageux, en certains endroits des bombes sur plusieurs localités. Les dégâts et les pertes sont minimes.

La nuit dernière, des bombardiers terroristes britanniques ont survolé le sud-ouest de l'Allemagne et ont attaqué les territoires de Stuttgart et plusieurs faubourgs. Quelques appareils de harcèlement britanniques ont jeté des bombes sur la région du Rhin et de la Ruhr. Au cours de ces attaques, l'ennemi a perdu 56 appareils parmi lesquels 57 bombardiers quadrimoteurs.

La 15 mars tard dans la soirée, des avions de combat allemands ont attaqué des objectifs dans le secteur de Londres.

Hier soir également des forces de protection de la marine de guerre se sont heurtées à nouveau dans la Manche avec une puissante flottille de vedettes rapides britanniques. Elles ont coulé quatre de ces unités et sont rentrées au complet à leur base.

M. Marcel Déat est nommé ministre secrétaire d'Etat au Travail et à la Solidarité nationale

Le Dr Grasset est nommé ministre, secrétaire d'État à la Famille et à la Santé

Vichy, 16. — Le « Journal Officiel » de demain matin publiera trois textes intéressant la composition et la structure du gouvernement.

Il est crée un poste de secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale.

Le secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale est chargé du contrôle et de la coordination des œuvres sociales d'intérêt général.

M. Marcel Déat est nommé ministre-secrétaire d'Etat au Travail et à la Solidarité Nationale.

D'autre part, le Dr Raymond Grasset, secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, est nommé ministre - secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

LE KRACH DE 700 MILLIONS de la France Mutualiste

3 à 5 ans de prison à Mercy, Ourselin et Valette

Paris, 16. — La 9e Chambre de la Cour des appels correctionnels a enfin rendu son arrêt dans l'affaire d'escroquerie qui causa un préjudice de 700 millions à la « France Mutualiste ».

La Cour a retenu les délits de recel à l'encontre des inculpés dont les peines suivantes sont confirmées :

Raymond Mercy, 5 ans d'emprisonnement ; Paul Ourselin, 4 ans ; Emile Valette, 3 ans et 36.000 fr. d'amende à chacun. La Cour a en outre délivré des mandats d'arrêt contre Ourselin et Valette, laissés jusqu'ici en liberté provisoire.

La France Mutualiste, partie civile, par l'organe de Me Henri Lévêque, a obtenu 241 millions à titre de restitution.

La Loterie Nationale

TIRAGE DE LA 8e TRANCHE

Le numéro 071.086 gagne

6 MILLIONS DANS LA SERIE A ET 2 MILLIONS DANS LA SERIE B

Dern. chif. du billet	Numéros gagnants se term. par	Série A Montant du lot	Série B Montant du lot
1	911	1.000	1.500
	501	1.000	1.500
	1.151	2.000	10.000
	222.261	100.000	120.000
2	6.102	2.000	10.000
	102.052	100.000	120.000
3	3	200	200
	33	500	1.000
	993	1.000	1.500
	14.433	40.000	60.000
	34.603	40.000	60.000
4	4	400	400
	924	1.000	1.500
	7.244	5.000	15.000
	38.844	40.000	60.000
	298.184	600.000	250.000
5	5.815	2.000	10.000
	8.055	2.000	10.000
6	336	1.000	1.500
	4.346	2.000	10.000
	971.066	6.000.000	2.000.000
7	277.227	100.000	120.000
	287.737	100.000	120.000
8	93.308	40.000	60.000
	921.768	1.000.000	500.000
9	939	1.000	1.500
	179	1.000	1.500
	201.819	100.000	120.000
0	960	1.000	1.500
	1.140	5.000	15.000
	8.580	20.000	30.000
	37.160	40.000	60.000
	196.470	600.000	250.000

(Sous réserves pour toute erreur de transmission).

Maurice Petiot avoue avoir fait transporter la chaux qu'employa son frère pour brûler les cadavres de ses victimes

EN MÊME TEMPS QUE SA FEMME, LE FRÈRE DU DOCTEUR A ÉTÉ L'OBJET D'UN MANDAT D'AMENER

Paris, 16. — Les recherches entreprises pour retrouver le docteur Petiot se poursuivent activement. Cependant, rien n'est parvenu jusqu'ici aux enquêteurs, susceptible de leur relever la retraite du fugitif. Le commissaire Massu a démenti le bruit selon lequel il aurait des indications sur la présence du docteur dans la région bordelaise, où l'on disait, hier soir, qu'une piste était suivie. Les investigations sont multiples sur l'ensemble du territoire par les différents services chargés de coopérer aux recherches, chacun dans sa sphère particulière.

Il est douteux que le criminel puisse échapper longtemps aux poursuites multiples dont il est l'objet. Cependant, il a été confirmé aujourd'hui que le docteur Petiot a quitté son domicile samedi soir, précipitamment certes, mais non point si rapidement qu'il n'ait eu le temps d'emporter sous lui les bijoux et l'argent liquide qui se trouvaient chez lui.

Le docteur savait être aimable avec sa femme, mais...

Le docteur Petiot avait un train de vie assez élevé. Il est indubitable que sa femme en profitait. On peut même préciser que le redoutable médecin, qui savait être aimable et courtois à ses heures, avait coutume d'offrir souvent des présents à sa compagne : vêtements, fourrures, bijoux, etc...

Récemment, le docteur Petiot avait acheté à son épouse une bague de prix, ornée d'un solitaire de cinq carats. Mme Petiot a indiqué que le soir de la fuite de son mari, elle avait déposé l'ensemble de ses bijoux dans un coffret. Avant de disparaître, le médecin a rafle le tout.

Mme Petiot a été transportée hier soir à l'Hôtel Dieu, n'ayant pu supporter en même temps la fatigue nerveuse résultant de ses dramatiques entretiens avec la police et le révélation des détails de plus en plus tragiques de l'activité homicide de son mari.

Le commissaire Massu est allé lui rendre visite ce matin. Il l'a trouvée toujours extrêmement abattue, mais relativement en meilleure santé que la veille. Elle semble avoir passé une nuit calme.

Maurice Petiot se contredit...

Par contre, celle de Maurice Petiot, provisoirement détenu dans les locaux de la police judiciaire, a été plus mouvementée car l'interrogatoire de l'homme sur lequel pèsent les plus graves soupçons de complicité, s'est poursuivi jusqu'à une heure avancée.

L'audition du frère du médecin meurtrier a été reprise ce matin, dès la première heure. Elle a surtout porté sur le détail du voyage entrepris le 19 février dernier, d'Auxerre, dans l'Yonne, à Paris, sur le camion de Mme Auger, conduit par le chauffeur Eustache.

L'interrogatoire de Maurice Petiot fait ressortir des contradictions curieuses :

Ce camion, dit-il, contenait d'une part des meubles à livrer à une dame Crozier, boulevard Saint-Michel, et trente sacs de charbon de bois destinés à l'alimentation du gazogène du camion au voyage de retour de Paris à Auxerre. Or, le chauffeur Eustache a soutenu, au cours de son interrogatoire à Auxerre, que les trente sacs contenaient de la chaux vive et avaient été déposés sous le porche d'un hôtel particulier dans une rue dont il ignorait le nom.

L'enquête a établi qu'il s'agissait de la rue Lesueur.

... puis avoue

Le samedi 19, à 14 h., rendez-vous a été pris avec le chauffeur par le frère du docteur pour charger du matériel électrique destiné à son magasin d'Auxerre.

Maurice Petiot est allé ensuite dîner chez son frère et sa belle-sœur rue Caumartin. Le trio s'est rendu le soir dans un music-hall des boulevards et le frère a couché à l'hôtel.

Lundi 21, Maurice Petiot téléphone à Mme Auge, lui annonçant pour le lendemain sa rentrée à Auxerre avec le camion. Il apprend alors que le véhicule a été accidenté boulevard Saint-Michel et a été remorqué jusqu'à Auxerre. Le frère du docteur convient de rencontrer Eustache le chauffeur le mardi, à 11 h. au métro Concorde.

Les deux hommes se retrouvent et vont à l'hôtel de la rue Lesueur où ils rejoignent le docteur Petiot. Maurice remet alors à son frère une clé de l'hôtel qu'il détenait depuis un an.

Dans l'après-midi, toujours accompagné d'Eustache, Maurice Petiot se rend à Suresnes pour acheter des piles électriques. Les deux hommes regagnent enfin dans la soirée Auxerre par le train.

Cet après-midi, le commissaire Massu, ayant reçu le procès-verbal de la déposition du camionneur Eustache qui apportait justement la preuve matérielle du transport de la chaux en a donné lecture à Maurice Petiot, qui n'a pu conserver plus longtemps son attitude évasive. Il a finalement avoué.

De la chaux vive... pour détruire les punaises... ... ou détruire des cadavres

Ses déclarations restent encore très prudentes, elles apportant, néanmoins, des éléments précieux à l'enquête. Il est d'ailleurs très vraisemblable que ce sont ses aveux qui ont motivé l'inculpation délivrée, en fin de soirée, par le juge d'instruction.

Samedi 11 Mars, à 23 heures, a dit Maurice Petiot, j'ai reçu un coup de téléphone d'un inconnu m'annonçant la découverte de cadavres rue Lesueur. C'était une voix d'homme. Aucune précision ne m'a été donnée. J'ai pensé que c'était pour m'inciter à fuir. A la réflexion, je me suis dit que mon frère avait sans doute encore fait disparaître des gens, comme il en avait été accusé.

« Le 15 Février, mon frère m'avait demandé, par lettre, de lui envoyer de la chaux vive — une dizaine de sacs — pour ravaler la façade de son hôtel particulier et détruire les punaises.

« J'avais montré cette lettre à mon premier employé, Robert Maxime. Préoccupé par l'emploi que mon frère avait pu faire de cette chaux, je rappelai cette expédition à mon employé : « Cela peut aussi bien servir, me répondit-il, à blanchir les murs, à tuer les punaises qu'à faire disparaître des cadavres ».

« Je fus effondré, songeant aux conséquences que ne manqueraient pas d'avoir pour moi-même, la révélation du transport de cette chaux. Je demandais au camionneur Eustache, ne de pas faire allusion à la qualité du produit transporté dans le voyage du 19 Février.

« Celui-ci me promit le silence. C'est pourquoi, dans mes précédents interrogatoires, j'ai toujours soutenu qu'il ne s'agissait que de charbon de bois. »

Maurice PETIOT
frère du docteur, après son interrogatoire à la Police judiciaire.
(Ph. Sipho).

Points à élucider

En réponse à une question du commissaire Massu, Maurice Petiot a déclaré : « J'ai détruit la lettre dans laquelle mon frère me demandait l'envoi de la chaux ».

L'interrogatoire de Maurice Petiot s'est poursuivi au cours de la soirée. De nombreux points restent encore à élucider.

C'est ainsi, notamment, que le frère du médecin se trouve, pendant près d'un an, détenteur d'une clef de l'hôtel de la rue Lesueur. Selon ses déclarations, il n'a remis cette clef au docteur que le lendemain du transport de la chaux.

D'autre part, le commissaire Massu s'attache actuellement à vérifier l'hypothèse selon laquelle le docteur Petiot, pour attirer plus facilement ses victimes rue Lesueur, fit mirotter à leurs yeux la possibilité d'un départ en Amérique. Il est d'ailleurs possible que ce soit pour cette raison que le docteur Petiot ait été arrêté, il y a six mois, et n'ait été relâché que dans le courant du mois de janvier dernier.

Dès demain matin, M. Berry, juge d'instruction, interrogera son beau-frère.

Fausses rumeurs

Auxerre, 16. — Après les opérations de police déjà relatées, l'enquête sur l'affaire Petiot est actuellement arrivée à un point mort. L'inspecteur Batut et ses collègues ont regagné Paris. On continue cependant à parler. Des rumeurs ont couru selon lesquelles le Dr Petiot aurait été arrêté à Arcy-sur-Cure ou à St-Sauveur-en-Puisaye, ce qui est entièrement faux. La seule nouvelle exacte est le retour à Auxerre de Mme Auger, la propriétaire de la camionnette 290 Z U 4, qui transporta à Paris, en même temps que Maurice Petiot, une importante provision de chaux destinée à la fosse de la rue Lesueur.

L'enquête à Auxerre

Auxerre, 16 — La troisième journée de l'enquête menée à Auxerre sur l'affaire Petiot a porté uniquement sur la question de savoir si une camionnette immatriculée 290 Z.U.4 avait été utilisée pour transporter la chaux dont était recouverte les cadavres trouvés rue Lesueur.

Quel était le propriétaire de la 290 Z.U.4 démunie de la plaque d'identité réglementaire et portant à l'arrière une plaque blanc sur bleu avec les mots : Auxerre-Yonne.

L'inspecteur Batut demeuré à Auxerre s'est montré à cet égard plus que jamais avare de renseignements. Une question qui circule habituellement dans les rues d'Auxerre devait être rapidement identifié comme appartenant à une personne dont les rapports avec les frères Petiot ne sont plus depuis longtemps un mystère.

Le chauffeur de la camionnette a été retenu plus d'une heure dans le cabinet du commissaire de police d'Auxerre. A la sortie du bureau, l'inspecteur avait un large sourire et a déclaré : « Il n'y a plus rien à faire à Auxerre. Tout ce qu'on pouvait espérer est réalisé. Je regagne Paris demain matin. »

Quant au chauffeur, il s'est montré non moins discret. Il a reconnu être allé à Paris à deux reprises, dont une fois accompagné de Maurice Petiot, ajoutant : « Je serais bien en peine de retrouver les endroits où j'ai livré mon chargement. » Il s'est toutefois défendu d'avoir transporté de la chaux.

Avant l'audition du chauffeur, l'inspecteur Batut avait entendu un entrepreneur de la ville, dont le nom demeure non moins secret que la nature du chargement de la 290 Z.U.4.

Mandats d'amener à l'égard de Maurice Petiot et de la femme de son frère

Paris, 16. — L'interrogatoire de Maurice Petiot n'est poursuivi durant toute la journée.

Au cours de ses précédentes déclarations, le frère du médecin meurtrier avait cru pouvoir se disculper en répondant systématiquement au commissaire Massu, chaque fois que celui-ci l'accusait d'un fait précis : « C'est à la police d'en faire la preuve ». C'est ainsi que Maurice Petiot avait mis jusqu'ici avait transporté de la chaux vive à l'hôtel de la rue Lesueur.

Paris, 16. — A la suite du rapport que lui ont fait parvenir les enquêteurs de la police judiciaire, M. Berry, juge d'instruction, a signé, ce soir deux mandats d'amener à l'égard de M. Maurice Petiot, et de Mme Georgette Petiot, née Labiala.

Demain après-midi, tous deux seront amenés devant M. Berry, qui statuera sur leur sort.

LES INCULPATIONS

Paris, 16. — La cinquième journée d'enquête sur l'affaire de la rue Lesueur s'est terminée par deux inculpations : Mme Petiot pour recel et Maurice Petiot pour complicité d'homicide volontaire.

Le docteur Petiot reste toujours introuvable.

LE PARLEMENT FINLANDAIS repousse les conditions d'armistice soviétiques

Berlin, 16. — Le correspondant de l'A. N. P. communique :

Dans les milieux finlandais bien informés de Berlin, on a déclaré dans la nuit de mercredi à jeudi, que le Parlement finlandais a décidé, à une majorité écrasante, de ne pas accepter les conditions d'armistice soviétiques. Trente-sept membres du Parlement, seulement, sur les deux cents que compte cette institution, ont voté contre le rejet, au cours de la dernière séance.

Le gouvernement finlandais a déjà communiqué la décision du Parlement au gouvernement soviétique, par l'intermédiaire de l'ambassadeur russe de Stockholm.

Dans un discours radiodiffusé qu'il adressera aujourd'hui au peuple finlandais, le président Ryti exposera le point de vue du Parlement et du Gouvernement.

ROME objectif militaire pour les Alliés !

Berlin, 16. — La déclaration de Roosevelt disant que Rome constitue un objectif militaire, est considérée par la presse comme une nouvelle preuve de la brutalité et de la barbarie de la conduite de guerre anglo-américaine.

Le président des Etats-Unis, écrit le « Voelkischer Beobachter », semble maintenant revendiquer le droit de détruire Rome en prétendant à feux que l'Allemagne utiliserait la « Ville éternelle » comme un centre d'importance militaire. Avec une hypocrisie qui dépasse tout ce qu'on a déjà entendu jusqu'ici, Roosevelt a ajouté que les alliés veillent scrupuleusement à épargner les monuments religieux et culturels ; a-t-il oublié, demande le journal, les « faits d'armes » des Anglo-Américains au mont Cassin et à Castel-Gendolfo... ou croit-il vraiment, en accusant faussement le Reich, blanchir de cette honte et des crimes commis contre la culture les Etats-Unis et son allié anglais ? Le monde connaît trop bien les faits et a entendu de la bouche même du Saint-Père un jugement porté contre cette profanation de la Ville Eternelle. Roosevelt voudrait-il peut-être contredire le pape ? En faisant réitérer ses menaces contre Rome, il donne à la face du monde un nouvel exemple du « siècle américain » que lui et ses commettants juifs à Washington entendent inaugurer sur les ruines fumantes de la civilisation européenne.

LONDRES ET WASHINGTON VONT DEMANDER des éclaircissements à Moscou

SUR LA REPRISE DES RELATIONS DIRECTES ENTRE L'U. R. S. S. ET LE GOUVERNEMENT BADOGLIO

Staline a été très pressé de reconnaître le gouvernement de Badoglio et cette précipitation a inquiété Londres et Washington. Dans les milieux diplomatiques de ces capitales on n'a donc pas encore compris que l'U.R.S.S. fait sa guerre et qu'on ne se contente pas à Moscou de promesses qui ne recevraient leur application qu'à la fin des hostilités ?

Comme pour le gouvernement de de Gaulle le Kremlin entend prendre des garanties pour l'avenir.

Si Roosevelt et Churchill voulaient temporiser à Téheran le maître de la Russie soviétique ne l'entendait pas de la même oreille. Il a exigé la prépondérance soviétique sur le Continent en la lui a accordée et il la poursuit sans se laisser intimider par les protestations de ses associés momentanés qui, il l'espère bien, deviendront à leur tour ses propres sujets.

La bolchevisation de l'Europe est en marche, seule la victoire allemande peut l'empêcher. A. L.

***

D'après le correspondant diplomatique de l'agence Reuter, les gouvernements de Londres, de Washington et de Moscou, après s'être consultés, ont décidé de faire des démarches auprès du Kremlin pour tenter d'obtenir des éclaircissements sur la décision de Moscou de nouer des relations directes avec le gouvernement Badoglio.

Dans les milieux politiques de la capitale anglaise, on estime que ces « relations directes » n'impliquent pas, dans le chef des dirigeants soviétiques, l'inauguration de rapports diplomatiques complets et que le gouvernement de Moscou n'a pas l'intention de modifier les conditions de l'armistice conclu avec Badoglio. Cette modification serait d'ailleurs pratiquement impossible puisqu'elle aboutirait au rétablissement d'un état de paix.

Dans les mêmes milieux, on ajoute qu'on ne voit pas encore comment la décision du gouvernement soviétique pourra être conciliée avec l'activité du comité de contrôle allié pour l'Italie et du Comité consultatif interallié, organes qui, jusqu'à sent, ont servi d'intermédiaires lors des négociations des alliés avec le gouvernement de Badoglio. L'attitude des gouvernements anglais et américain, dit-on, ainsi que le prise de position du Comité dissident français et des gouvernements émigrés grec et yougoslave seront probablement déterminés par l'interprétation que Moscou donnera de son geste. Il s'agire en somme de savoir si la structure présente des rapports entre Badoglio et les alliés ne devra pas être modifiée.

Les Américains ont fait une démarche

Amsterdam, 16. — On mande de New-York à l'agence Reuter que sous l'impression des événements politiques actuels, le président Roosevelt et M. Hull, ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, ont eu une entrevue dans le courant de la journée de mercredi. On mande de Washington à une agence d'informations américaine que les Etats-Unis ont prié Moscou de s'expliquer sur la reconnaissance du gouvernement Badoglio en ajoutant que le gouvernement a été assez étonné de divers aspects que présente cette mesure. On admet que c'est le même problème qui a fait l'objet de discussions entre Roosevelt et Hull.

Un journaliste anglais reconnaît la prépondérance de Moscou sur le continent

Genève, 16. — On mande de Londres :

Sous le titre « L'U.R.S.S. et nous regardons les faits en face », le « Daily Mail » publie un article du journaliste anglais Simon Harcourt Smith qui équivaut à reconnaître la prépondérance incontestée de l'U.R.S.S. sur le continent. Après avoir déclaré que les Soviets ne s'arrêteraient peut-être pas avant d'avoir atteint Calais, M. Harcourt Smith rappelle qu'en 1939, l'Angleterre combattait l'U.R.S.S. et le communisme : que le parti communiste britannique prétendait, durant les deux premières années de la guerre que le conflit avec l'Allemagne n'était qu'un bluff capitaliste.

« Voilà les fondations branlantes sur lesquelles a été édifiée notre alliance », écrit le journaliste anglais qui note qu'à côté d'admirateurs éperdus, il existe encore une catégorie d'Anglais qui ne voient pas sans inquiétude l'invasion du continent par les armées rouges.

M. Harcourt Smith conclut comme suit : « La prépondérance soviétique s'étendant, sinon au continent tout entier, du moins à l'Europe orientale et centrale, est depuis longtemps inévitable. Nous l'accueillons avec joie. Nous nous réjouissons de l'étroite amitié de l'U.R.S.S. et de la Tchécoslovaquie. Nous estimons que la Finlande, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie méritent largement le sort qu'il plaira à l'U.R.S.S. de leur réserver. »

LA VIE DES LÉGIONNAIRES FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

Paris, 16. — Le capitaine Georges Cartaud, « commandeur » d'un dépôt de la L.V.F. en Allemagne, actuellement de passage à Paris, au cours d'une interview, a précisé à un rédacteur de l'O.F.I. ce qu'était la vie des légionnaires en Allemagne, et lui a donné ses impressions sur leurs rapports avec la population civile.

Devant la caserne moderne, entre deux mâts où sont hissés, à égale hauteur, les drapeaux de la France et du Reich, un soldat monte sa faction. Le bâtiment est doté d'une installation des plus confortables : chambrées de 14 hommes avec armoires individuelles, lavabos à carrelages blancs, douches et chauffage central, salle de lecture, bibliothèque, salon de coiffure, réfectoire et cantine. En bref, tout ce qui peut agrémenter la rude vie militaire.

Quelles sont les relations des légionnaires avec cette population ?

Elles sont extrêmement cordiales. Cette ville allemande n'avait plus de garnison quand la légion est venue. Le docteur Boltzo avait, avant notre arrivée, visité les notabilités de la ville. Celles-ci lui réservèrent un vibrant accueil. La municipalité nous offrit une grande réception au cours de laquelle l'amitié franco-allemande fut magnifiée. Ensuite eut lieu la présentation de la troupe à la ville par les édiles. Défilant derrière une musique militaire allemande, la légion, drapeau en tête, s'est rendue devant la maison commune où elle s'est formée en carré. Depuis cette cérémonie les enfants de la ville accompagnent nos soldats à l'exercice.

Et le capitaine Georges Cartaud conclut ainsi son récit :

« Il serait souhaitable que ceux de nos compatriotes qui ne peuvent se débarrasser de leur haine envers l'Allemagne, assistent à ces touchantes manifestations d'amitié. Depuis deux ans et demi que je connais ce pays, j'ai pu me rendre compte que l'Allemagne, loin de nous haïr, nous estime. Pourquoi donc détournons-nous perpétuellement la tête devant la main qu'il nous tend. Erreur tragique qui, si elle ne nous conduit pas au joug bolchevique, nous entraînera irrémédiablement vers une nouvelle guerre.

Sofia a été bombardée par les Anglo-Américains

Sofia, 16. — Dans la nuit du 15 au 16 mars, des appareils anglo-américains ont attaqué à nouveau la capitale bulgare causant de graves dégâts aux quartiers habités ; édifices publics et monuments. Immédiatement après le raid terroriste, les services de protection anti-aérienne de l'armée et de la police bulgares se sont rendus sur les lieux sinistrés pour procéder aux opérations de sauvetage.

2 COMMUNES DE LA SOMME VIOLEMMENT BOMBARDÉES

Les victimes sont nombreuses

Deux communes du département de la Somme ont été de nouveau violemment bombardées la nuit de mercredi à jeudi, par l'aviation anglo-américaine. D'importants dégâts ont été causés et de nombreux foyers d'incendie se sont déclarés, malgré l'intervention des pompiers qui durent toute la nuit.

De nombreuses maisons ont été détruites. Dans la première localité bombardée, 16 cadavres ont déjà été dégagés des décombres, ainsi que 30 blessés ; une famille entière est encore ensevelie sous une maison écroulée. La liste des victimes n'est malheureusement pas encore close.

Dans la seconde localité éprouvée, un établissement religieux a été détruit par les bombes. Trois Petites Sœurs des Pauvres ont été tuées. Les équipes de défense passive sont sur les lieux.

Mgr Martin, évêque d'Amiens, a rendu visite aux familles des victimes.

Le Jura a été survolé

Berne, 16. — Il ressort d'un communiqué officiel qu'une assez grande formation d'appareils britanniques a survolé la nuit dernière la frontière du Jura se dirigeant de l'ouest vers l'est. Deux bombardiers quadrimoteurs britanniques en ont abattus près de Baignolegier et Godathen. Une partie des membres d'équipages ont réussi à atterrir et ont été internés. D'autres ont été dégagés à l'état de cadavres des débris des appareils.

12 tanks soviétiques détruits par la Luftwaffe

Berlin, 16. — Dans la journée du 15 mars, des escadres de bombardiers allemands ont détruit dans le secteur méridional du front de l'est et plus particulièrement autour de Proskurov, 12 tanks soviétiques en un seul endroit. Les véhicules qui s'apprêtaient à donner une percée dans les lignes allemandes furent surpris au moment où ils allaient déclencher leur attaque et complètement détruits par une série de coups au but. Six autres blindés ont été endommagés à un tel point qu'ils furent virtuellement mis hors de combat.

Dans le secteur septentrional, les aviateurs allemands ont, particulièrement dans la région de Novosokolniki, attaqué des batteries d'artillerie soviétiques. Plusieurs canons ont été détruits ou obligés de cesser le feu.

Un train de réfugiés attaqué au Nord de Rome

40 MORTS

Berlin, 16. — Le D.N.B. apprend que le 7 mars, vers 9 h. du matin, des avions ennemis ont attaqué et pilqué un train de réfugiés qui venait de passer la gare de Monterotondo-Mentana au Nord de Rome. Les premiers wagons ont été gravement endommagés. On compte 40 morts et de nombreux blessés graves. Les ambulanciers allemands ont organisé les premiers secours.

Le pourvoi en cassation de Pucheu

Alger, — Le tribunal militaire se prononce aujourd'hui sur le pourvoi en cassation de M. Pucheu.

L'IMPOT SUR LES BÉNÉFICES DES AGRICULTEURS PRISONNIERS

Vichy, 16. — Les Services Agricoles pourront recevoir du Trésor jusqu'à 200 millions de fr. d'avances, afin de faciliter la mise en valeur des terres incultes.

Le maximum de l'abattement supplémentaire accordé pour leurs exploitations aux agriculteurs prisonniers, dans le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles, est passé de 6.000 à 10.000 francs.

De ce fait, le déduction globale maxima à laquelle ont droit les agriculteurs retenus en captivité pendant toute la durée ou la majeure partie de la durée de la campagne agricole terminée en 1943, se trouve ainsi portée à 16.000 fr.

Paris, 16. — On annonce la mort à Paris, à l'âge de 47 ans, du Dr Serge Huard, ancien secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Paris, 16. — M. Louis Hourticq, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, vient de mourir dans une clinique parisienne où il avait été opéré.

Reconnaître son erreur

La situation paradoxale de la France, supportant tous les risques d'une épouvantable et cruelle guerre aérienne, en proie au sanguinaire banditisme moscoutaire, est due à une série d'erreurs.

Elles sont patentes, on ne peut les ignorer, mais un grand nombre de français manquent du courage nécessaire pour confesser qu'ils se sont trompés et persistent dans une attitude renfrognée et boudeuse quand elle n'est pas arrogante et démente.

Le savant Georges Claude, dans l'exposé qu'il fit mercredi, n'a pas manqué de constater qu'un grand courage était nécessaire pour reconnaître son erreur.

Lui-même, avant 1940, avait eu de fréquents contacts avec les Allemands dans le domaine scientifique. Malgré qu'il dut reconnaître la parfaite courtoisie de ces relations, il ne sut pas se libérer facilement du parti-pris de haine et de méfiance qu'une éducation hargneuse lui avait inoculé.

Quand il s'en dégagea par un geste courageux qui lui attira critiques et menaces, il fit rapidement des progrès dans la compréhension ; l'estime vint qui remplaça la haine.

Tout lui devint facile après ce geste de véritable libération, et les arguments abondèrent qu'il avait, jusqu'alors, ignorés.

Mais l'éminent savant reconnaît sans difficultés qu'il avait dû faire un violent effort sur lui-même pour aboutir au résultat dont il se félicite aujourd'hui.

Cet effort, les Français devraient le faire et ne point persister dans cet entêtement enfantin qui ne leur a apporté que chagrins, peines, misères et désillusions.

L'Entente cordiale, Georges Claude la qualifie de « machine à rouler » ses compatriotes. Pourtant, ils y sont attachés par des liens si tenaces, — bien que fort ténus — que le divorce leur semble une véritable trahison et une monstruosité.

Dans cette liaison, ils donnaient tout et ne recevaient que des promesses. Mais, ainsi que je l'ai dit déjà, ils avaient pris l'habitude de dire : amie, en parlant de l'Angleterre et de qualifier d'ennemie notre voisine de l'Est. Ils ne peuvent pas perdre cette habitude.

Au demeurant, ils ne trouvent aucune raison majeure pour motiver cet amour et cette haine, mais il leur semble impossible de changer ces qualificatifs.

Ce n'est point qu'ils aient particulièrement « Albion » dans la peau. Facilement, ils reconnaissent que cette maîtresse exigeante est versatile, égoïste, sans-gêne, flegmatique et manque de tempérament.

Alors, ils y seraient donc attachés à la manière de l'être humain qui se soude et s'incruste à celui qui le fait souffrir ?

Ce serait le jeu des constrastes et des déséquilibres.

Mais à persévérer dans cette affection d'un caractère morbide, ils en sont devenus des déséquilibrés et des maniaques, pleurant de recevoir des coups, mais revenant toujours pour en encaisser d'autres.

Ils ont perdu même le désir de vouloir les rendre !

Moins courageux que la chèvre de Monsieur Seguin qui, jusqu'au jour, lutta contre le loup ; bien avant le lever de l'aurore de la paix, ils se couchent pour se laisser dévorer par la Grande-Bretagne qui n'a trouvé que ce moyen de leur prouver son amitié.

Est-ce que les fils de France auraient perdu jusqu'à la notion du courage ?

A. LECLERCQ.

La marine américaine ne peut pas forcer la décision dans le Pacifique

Tokio, 16. — La presse japonaise commentant l'offensive américaine dans le Pacifique consacre notamment des considérations très documentées à la force de la flotte ennemie et aux effectifs des troupes américaines.

Ces dernières sont évaluées par Tokio à 100.000 hommes en Nouvelle-Guinée-Bougainville, la Nouvelle-Bretagne et les îles Marshall et à 30.000 hommes aux Aléoutiennes. Dans ces mêmes secteurs, la force de l'aviation ennemie est estimée à environ 4 ou 5.000 appareils. Quant aux forces navales américaines, on les considère au Japon comme très importantes.

L'amiral Nimitz a actuellement sous ses ordres cinq cuirassés de la classe « Montana » de 60.000 tonnes, cinq cuirassés de la classe « Iowa » de 50.000 tonnes et six de la classe « Washington » de 40.000 tonnes. Il dispose en outre de 25 porte-avions, de quelques douzaines de croiseurs, d'environ 150 torpilleurs et d'autant de sous-marins. Il faut ajouter à ces effectifs 10 cuirassés plus anciens. Si l'on tient compte en outre des bâtiments de guerre britanniques envoyés en Extrême-Orient, on arrive dans les milieux japonais que les forces navales ennemies représentent près du double de la flotte nippone. C'est cette supériorité numérique qui a poussé l'amiral Nimitz à abandonner sa tactique d'attaques locales pour passer à des offensives de front contre les principales bases japonaises.

On souligne toutefois dans les milieux nippons que la flotte japonaise est complètement intacte et se renforce chaque jour. Actuellement, ces forces navales se consacrent exclusivement à des missions de protection dans les régions conquises par le Japon. On ne doit donc pas s'attendre avant longtemps à une bataille navale décisive.

Enfin, les observateurs nippons sont d'avis que la flotte américaine si elle peut remporter certains succès spectaculaires comparables à ceux qui marquèrent l'avance d'une formation de cavalerie sur terre est toutefois incapable de forcer une décision dans la guerre du Pacifique.